

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

21 mars 2007

PROPOSITION DE LOI

modifiant la loi du 4 juillet 1989 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections des Chambres fédérales, ainsi qu'au financement et à la comptabilité ouverte des partis politiques

AMENDEMENTS

N° 1 DE M. DE CROO

Art. 2 à 18

Les articles 2 à 18, contenant les chapitres I à V, constituent le Titre premier, intitulé comme suit:

«Modification de la loi du 4 juillet 1989 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections des Chambres fédérales, ainsi qu'au financement et à la comptabilité ouverte des partis politiques»

N° 2 DE M. DE CROO

Art. 18bis (nouveau)

Après l'article 18, insérer un titre II, contenant un article 18bis, libellé comme suit:

«Titre II. — Modifications de la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif, les associations inter-

Document précédent :

Doc 51 **2996/ (2006/2007)** :

001 : Proposition de loi de M. De Croo.

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

21 maart 2007

WETSVOORSTEL

tot wijziging van de wet van 4 juli 1989 betreffende de beperking en de controle van de verkiezingsuitgaven voor de verkiezingen van de federale Kamers, de financiering en de open boekhouding van de politieke partijen

AMENDEMENTEN

Nr. 1 VAN DE HEER DE CROO

Art. 2 à 18

De artikelen 2 tot 18, houdende de hoofdstukken I tot V, vormen Titel I met als opschrift:

«Wijziging van de wet van 4 juli 1989 betreffende de beperking en de controle van de verkiezingsuitgaven voor de verkiezingen van de federale Kamers, de financiering en de open boekhouding van de politieke partijen»

Nr. 2 VAN DE HEER DE CROO

Art. 18bis (nieuw)

Na artikel 18, een Titel II invoegen, houdende een artikel 18bis luidende:

«Titel II. – Wijzigingen van de wet van 27 juni 1921 betreffende de verenigingen zonder winstoogmerk, de

Voorgaand document :

Doc 51 **2996/ (2006/2007)** :

001 : Wetsvoorstel van de heer De Croo.

nationales sans but lucratif et les fondations

Article 18bis. — À l'article 17 de la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif, les associations internationales sans but lucratif et les fondations sont apportées les modifications suivantes:

1° le § 4 est remplacé par la disposition suivante:

«Les §§ 2 et 3 ne sont pas applicables:

1° aux associations soumises, en raison de la nature des activités qu'elles exercent à titre principal, à des règles particulières, résultant d'une législation ou d'une réglementation publique, relatives à la tenue de leur comptabilité et à leurs comptes annuels, pour autant qu'elles soient au moins équivalentes à celles prévues en vertu de la présente loi;

2° aux associations visées à l'article 1^{er}, 1°, de la loi du 14 juillet 1981 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections des Chambres fédérales, ainsi qu'au financement et à la comptabilité ouverte des partis politiques.»;

2° il est inséré un § 6bis, libellé comme suit:

§ 6bis. Le § 6, alinéa 1^{er}, n'est pas applicable aux associations visées au § 4, 2°.».

JUSTIFICATION

La nouvelle loi sur les ASBL a soulevé la question de savoir si le modèle de rapport financier des partis politiques, en ce qui concerne les ASBL, est toujours conforme aux exigences de cette loi sur les ASBL.

Le 2 février 2005, la Commission de contrôle a estimé que l'article 17, §4, de la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif, les associations internationales sans but lucratif et les fondations s'applique aux partis politiques qui reçoivent une dotation publique en vertu de la loi du 4 juillet 1989 ainsi qu'aux ASBL qui sont liées à ceux-ci, en particulier en ce qui concerne le schéma comptable à appliquer.

L'article 17, §4, dispose que les §§ 2 et 3 (relatifs aux comptes annuels et aux règles comptables) ne sont pas applicables aux associations soumises, en raison de la nature des activités qu'elles exercent à titre principal, à des règles particulières, résultant d'une législation ou d'une réglementation publique, relatives à la tenue de leur comptabilité et à leurs comptes annuels, pour autant qu'elles soient au moins équivalentes à celles prévues en vertu de la présente loi.

Se pose à présent la question de la conformité de la loi du 4 juillet 1989 avec la loi du 27 juin 1921, en d'autres termes: la loi du 4 juillet 1989 prévoit-elle des règles aussi strictes que la loi du 27 juin 1921? Il n'existe toutefois aujourd'hui aucune

internationale verenigingen zonder winstoogmerk en de stichtingen

Artikel 18bis. — In artikel 17 van de wet van 27 juni 1921 betreffende de verenigingen zonder winstoogmerk, de internationale verenigingen zonder winstoogmerk en de stichtingen worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° Paragraaf 4 wordt vervangen als volgt:

«De §§ 2 en 3 zijn niet van toepassing op:

1° verenigingen die wegens de aard van hun hoofdactiviteit onderworpen zijn aan bijzondere, uit een wetgeving of een overheidsreglementering voortvloeiende regels betreffende het houden van hun boekhouding en betreffende hun jaarrekening, voor zover zij minstens gelijkwaardig zijn aan die bepaald op grond van deze wet;

2° verenigingen als bedoeld in artikel 1, 1°, van de wet van 4 juli 1989 betreffende de beperking en de controle van de verkiezingsuitgaven voor de verkiezingen van de federale Kamers, de financiering en de open boekhouding van de politieke partijen.»;

2° er wordt een § 6bis ingevoegd, luidende:

§ 6bis. Paragraaf 6, eerste lid, is niet van toepassing op de in § 4, 2° bedoelde verenigingen.».

VERANTWOORDING

De nieuwe wet op de vzw's heeft de vraag doen rijzen of het model van financieel verslag van de politieke partijen, voor zover het vzw's betreft, nog in overeenstemming is met de vereisten van die vzw-wet.

Op 2 februari 2005 heeft de Controlemcommissie geoordeeld dat artikel 17, § 4, van de wet van 27 juni 1921 betreffende de verenigingen zonder winstoogmerk, de internationale verenigingen zonder winstoogmerk en de stichtingen toepasselijk is op de politieke partijen die overheidsdotaties ontvangen krachtens de wet van 4 juli 1989 en op de ermee verbonden vzw's, meer bepaald wat het door hen te hanteren boekhoudschema betreft.

Artikel 17, § 4, bepaalt dat de §§ 2 en 3 (m.b.t. de jaarrekening en de boekhoudkundige regels) niet van toepassing zijn op verenigingen die wegens de aard van hun hoofdactiviteit onderworpen zijn aan bijzondere, uit een wetgeving of een overheidsreglementering voortvloeiende regels betreffende het houden van hun boekhouding en betreffende hun jaarrekening, voorzover zij minstens gelijkwaardig zijn aan die bepaald op grond van deze wet.

De vraag rijst nu naar de overeenstemming van de wet van 4 juli 1989 met de wet van 27 juni 1921, met andere woorden: voorziet de wet van 4 juli 1989, even stringente regels als de wet van 27 juni 1921? Er bestaat vandaag echter geen aan-

indication quant aux critères d'équivalence à remplir.

L'Institut des réviseurs d'entreprises est d'avis que ces critères peuvent porter sur les cinq points suivants: la façon dont la comptabilité est tenue, le plan comptable, les principes en ce qui concerne les règles de valorisation, le schéma des comptes annuels et le mode de publication.

En ce qui concerne le plan comptable et le mode de publication, il n'est pas certain que l'équivalence demandée sera réalisée.

Avec la loi du 4 juillet 1989, les partis politiques se sont soumis à une justification comptable qui s'est affinée au fil du temps et qui donne satisfaction en termes de transparence, de publicité et de continuité. Les obligations comptables applicables aux ASBL n'ont été inscrites dans la loi du 27 juin 1921 que par la loi du 2 mai 2002. Si le concours de ces deux lois crée aujourd'hui des difficultés, il ne paraît pas judicieux de négliger la loi du 4 juillet 1989. Il serait préférable de reprendre dans cette loi, moyennant certaines modifications, les obligations prévues par la loi sur les ASBL. Sur certains points, la loi du 4 juillet 1989 va en effet plus loin que la loi sur les ASBL. Par exemple, les obligations comptables prévues par la loi du 4 juillet 1989 ne s'appliquent pas seulement aux ASBL, mais aussi aux associations de fait. De plus, chacune des composantes, même si son chiffre d'affaires est très peu élevé, doit désigner un réviseur d'entreprises, alors que la loi sur les ASBL n'impose cette obligation qu'aux grandes ASBL.

En attendant cette adaptation de la loi du 4 juillet 1989 en fonction de la loi du 27 juin 1921 et l'adaptation de l'arrêté royal du 19 décembre 2003 relatif aux obligations comptables et à la publicité des comptes annuels de certaines associations sans but lucratif, associations internationales sans but lucratif et fondations, ce qui nécessite un examen plus précis et approfondi, il se recommande actuellement de ne pas déclarer les dispositions en question de la loi sur les asbl applicables aux partis politiques et à leurs composantes.

L'exclusion des partis politiques du champ d'application de l'article 17, §§ 2 et 3, n'est pas synonyme d'un régime plus souple et plus avantageux pour les partis politiques et leurs composantes, mais soumet au contraire ces derniers à une réglementation plus sévère.

Étant donné que l'on ne sait pas clairement sur quels points la réglementation peut être équivalente et comment cette équivalence est évaluée et étant donné que la loi du 4 juillet 1989 a imposé des dispositions très strictes aux partis politiques et à leurs composantes en ce qui concerne l'obligation comptable, il est dès lors justifié de déclarer l'article 17, §§ 2 et 3, non applicable aux partis politiques.

En ce qui concerne la publication, aucune dérogation au principe de «législation équivalente» n'a été prévue. Il s'ensuit que l'article 17, § 6, de la loi du 27 juin 1921, qui prévoit le dépôt des comptes annuels à la Banque nationale, est applicable aux partis politiques. Or, la loi du 4 juillet 1989 comporte une réglementation suffisamment transparente, qui rend la publication prévue par l'article 17, § 6, de la loi du 27 juin 1921 superflue. Le double dépôt n'a aucune utilité et risque de

wijzing over de equivalentiecriteria waaraan dient te worden voldaan.

Het Instituut der Bedrijfsrevisoren is van oordeel dat die criteria betrekking kunnen op de volgende 5 punten: de wijze waarop de boekhouding wordt gevoerd, het boekhoudplan, de principes inzake de waarderingsregels, het schema van de jaarrekening en de publicatiewijze.

Wat betreft het boekhoudplan en de publicatiewijze is het niet zeker of de gevraagde gelijkwaardigheid bereikt wordt.

De politieke partijen hebben zich met de wet van 4 juli 1989 aan een boekhoudkundige verantwoording onderworpen die over de jaren heen is verfijnd en voldoening schept vanuit het oogpunt van transparantie, openbaarheid en continuïteit. Voor de vzw's zijn de boekhoudkundige verplichtingen pas door de wet van 2 mei 2002 in de wet van 27 juni 1921 verankerd. Indien de samenloop van de 2 wetten nu problemen schept, lijkt het niet opportuun om de wet van 4 juli 1989 ter zijde te schuiven. Het verdient de voorkeur om de in de vzw-wet bepaalde verplichtingen, mits enige wijzigingen, over te nemen in de wet van 4 juli 1989. De wet van 4 juli 1989 gaat immers op een aantal punten verder dan de vzw-wet. Zo zijn niet alleen de vzw's, maar ook de feitelijke verenigingen aan de in de wet van 4 juli 1989 bepaalde boekhoudkundige verplichtingen onderworpen. Bovendien dient elke component, hoe klein zijn omzet ook, een bedrijfsrevisor aan te stellen daar waar de vzw-wet deze verplichting enkel oplegt aan grote vzw's.

In afwachting van die aanpassing van de wet van 4 juli 1989 aan de wet van 27 juni 1921 en van de aanpassing van het KB van 19 december 2003 betreffende de boekhoudkundige verplichtingen en de openbaarmaking van de jaarrekening van bepaalde verenigingen zonder winstoogmerk, internationale verenigingen zonder winstoogmerk en stichtingen, hetgeen nader en grondiger onderzoek vergt, geniet het op dit ogenblik de voorkeur om de desbetreffende bepalingen van de vzw-wet niet van toepassing te verklaren op de politieke partijen en hun componenten.

De uitsluiting van de politieke partijen uit het toepassingsgebied van artikel 17, §§ 2 en 3, betekent geen soepelere en voordeliger regeling voor de politieke partijen en hun componenten, maar plaatst ze daarentegen onder een strengere regelgeving.

Aangezien het niet duidelijk is op welke punten de regelgeving equivalent kan zijn en hoe die equivalentie beoordeeld wordt en aangezien de wet van 4 juli 1989 zeer strikte bepalingen heeft opgelegd aan de politieke partijen en hun componenten voor wat betreft boekhoudkundige verplichting, is het bijgevolg verantwoord artikel 17, §§ 2 en 3, niet toepasselijk te verklaren op de politieke partijen.

Wat de publicatie betreft, is er niet in een afwijkingssysteem voorzien ten aanzien van het principe van 'equivalente wetgeving' zodat artikel 17, § 6, van de wet van 27 juni 1921 voorziet in neerlegging van de jaarrekening bij de Nationale Bank, toepasselijk is op de politieke partijen. Er is echter een voldoende transparante regeling opgenomen in de wet van 4 juli 1989 die van die aard is dat een publicatie zoals bepaald in artikel 17, § 6, van de wet van 27 juni 1921 niet nodig is. Een dubbele

prêter à confusion. En outre, l'obligation de publication contenue dans la loi du 27 juin 1921 s'applique uniquement aux associations importantes ou très importantes, alors que celle prévue par la loi du 4 juillet 1989 vise toutes les associations, quelle que soit leur taille. C'est pour ce motif que les partis politiques sont dispensés du dépôt à la Banque nationale. L'obligation de publication contenue dans la loi du 4 juillet 1989 pourra, le cas échéant, être adaptée ultérieurement.

N° 3 DE M. DE CROO

Art. 19

Le chapitre VI «Entrée en vigueur» devient le titre III «Entrée en vigueur».

N° 4 DE M. DE CROO

Intitulé

Compléter l'intitulé comme suit:

«et la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif, les associations internationales sans but lucratif et les fondations.».

JUSTIFICATION

Adaptation consécutive à l'amendement n° 2.

N° 5 DE M. MAENE

Art. 19

Remplacer cet article comme suit:

«Art. 19. — La présente loi entre en vigueur le 24 mars 2007, à l'exception des articles 5 et 13 qui entrent en vigueur le jour de la publication de la présente loi au Moniteur belge.».

JUSTIFICATION

Il importe que les dispositions prévues par la présente proposition entrent bien en vigueur pour le 24 mars 2007, premier jour de la période électorale. Il est prévu une exception pour les articles 5 et 13 prévoyant des mesures pénales.

Jean-Claude MAENE (PS)

neerlegging schept verwarring en is overbodig. Bovendien is de publicatieverplichting van de wet van 27 juni 1921 enkel van toepassing op de grote en zeer grote verenigingen daar waar die verplichting in de wet van 4 juli 1989 van toepassing is op alle verenigingen ongeacht de grootte. Om die reden worden de politieke partijen vrijgesteld van de neerlegging bij de Nationale Bank. De publicatieverplichting in de wet van 4 juli 1989 kan, indien nodig, later nog aangepast worden.

Nr. 3 VAN DE HEER DE CROO

Art. 19

Hoofdstuk VI «Inwerkingtreding» wordt «Titel III. — Inwerkingtreding»

Nr. 4 VAN DE HEER DE CROO

Opschrift

Het opschrift aanvullen als volgt:

«en van de wet van 27 juni 1921 betreffende de verenigingen zonder winstoogmerk, de internationale verenigingen zonder winstoogmerk en de stichtingen.».

VERANTWOORDING

Aanpassing als gevolg van amendement nr. 2.

Nr. 5 VAN DE HEER MAENE

Art. 19

Dit artikel vervangen door wat volgt:

«Art. 19. — Deze wet treedt in werking op 24 maart 2007, met uitzondering van de artikelen 5 en 13, die in werking treden op de dag dat deze wet in het Belgisch Staatsblad wordt bekendgemaakt.».

VERANTWOORDING

Het is van belang dat de in dit wetsvoorstel opgenomen bepalingen wel degelijk van kracht worden tegen 24 maart, de eerste dag van de verkiezingsperiode. Voor de artikelen 5 en 13, die strafbepalingen bevatten, wordt in een uitzondering voorzien.

N° 6 DE MM. BEX ET DE COENE

Art. 5

Supprimer le point 1°.

N° 7 DE M. ANTHUENIS ET CONSORTS

Art. 5

Remplacer cet article par la disposition suivante:

«Art. 5. — À l'article 5, § 1^{er}, de la même loi, inséré par la loi du 2 avril 2003, le 5° est remplacé comme suit:

«5° ne peuvent pas diffuser de spots publicitaires à caractère commercial à la radio, à la télévision et dans les salles de cinéma ni de messages payants sur Internet.»»

JUSTIFICATION

Le présent amendement vise donc à inscrire dans l'article 5 de la loi du 4 juillet 1989 une interdiction de diffusion payante de tout message publicitaire commercial sur internet.

Cette interdiction n'exclut toutefois pas que les partis et les candidats puissent faire de la propagande électorale sur leurs propres sites ou sur d'autres sites non payants, même au moyen de spots réalisés par des firmes commerciales. Dans ce dernier cas, les frais exposés en matière de fabrication et d'hébergement doivent cependant être déclarés.

Nr. 6 VAN DE HEREN BEX EN DE COENE

Art. 5

Punt 1° weglaten.

Stijn BEX (sp.a-spirit)
Philippe DE COENE (sp.a-spirit)

Nr. 7 VAN DE HEER ANTHUENIS c.s.

Art. 5

Dit artikel vervangen door de volgende bepaling:

«Art. 5. — In artikel 5, § 1, van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 2 april 2003, wordt het 5° vervangen als volgt:

«5° geen commerciële reclamespots op radio, televisie en in bioscopen verspreiden alsmede betalende boodschappen op internet.»»

VERANTWOORDING

In het artikel 5 van de wet van 4 juli 1989 wordt dus een verbod ingeschreven op de betalende verspreiding van alle commerciële reclameboodschappen op internet.

Het in artikel 5 vervatte verbod sluit evenwel niet uit dat partijen en kandidaten op hun eigen websites of andere niet betalende sites, verkiezingspropaganda mogen voeren, zelfs met door commerciële firma's gerealiseerde spots. In dit laatste geval moeten de daarvoor gedane kosten inzake aanmaak en hosting wel worden aangegeven.

Filip ANTHUENIS (VLD)
Jan PEETERS (sp.a-spirit)
Dirk CLAES (CD&V)
Joseph ARENS (cdH)
Jacqueline GALANT (MR)
Jean-Claude MAENE (PS)